

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 28/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société AGRANA FRUIT FRANCE**

435 avenue Victor Hugo  
26000 Valence

Références : 20250825-RAP-DAEN0957  
Code AIOT : 0006102760

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2025 dans l'établissement AGRANA FRUIT FRANCE implanté 435 avenue Victor Hugo 26000 Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée fait suite à deux plaintes de riverains concernant le bruit, la lumière et les odeurs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRANA FRUIT FRANCE
- 435 avenue Victor Hugo 26000 Valence
- Code AIOT : 0006102760
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRANA FRUIT FRANCE exerce une activité de transformation de fruits pour des produits laitiers, des glaces et des pâtisseries depuis 1963 sur le site de Valence, d'abord sous le nom

de Michel Fruit, puis SIAS MPA à partir de 1989 et ATYS à partir de 2002. En 2006, ATYS est devenu AGRANA FRUIT FRANCE. Le site emploie actuellement 93 salariés.

## **Contexte de l'inspection : Plainte**

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits
- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Délais
1	Eaux de lavage des installations	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article point 4.2.3 de l'article 2 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	immédiat
2	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article point 2 de l'article 2 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
3	Nuisances lumineuses	Code de l'environnement du 22/08/2025, article L512-7-5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article point 5 de l'article 2 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

<sup>(1)</sup> Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection fait suite à la réception de plusieurs plaintes du voisinage concernant des nuisances sonores, olfactives et lumineuses.

L'exploitant a engagé des actions concernant la réduction du bruit fin 2024. Des actions sont encore à mener. Une mesure de niveau sonore devra être faite rapidement par un laboratoire.

Concernant les émissions lumineuses, les éclairages les plus gênants ont été identifiés et seront prochainement neutralisés dans l'attente d'une étude plus détaillée portant sur l'éclairage du site.

Concernant la problématique des odeurs, les conditions de stockages des déchets et résidus fermentescibles doivent être revues pour ne pas présenter de risques d'émissions odorantes.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Eaux de lavage des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article point 4.2.3 de l'article 2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.2.3 - Les eaux d'origine industrielle Elles se composent des eaux de process, des eaux de lavage et des purges des circuits de chauffage et de réfrigération. Elles subiront un prétraitement avant d'être évacuées au réseau public en vue d'un traitement final dans la station d'épuration de la commune de VALENCE.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, le nettoyage des silos d'isoglucose était en cours. L'inspection a constaté que la rétention était ouverte et que les eaux de lavage rejoignaient le réseau des eaux pluviales. Un panneau indique que la vanne d'isolement de la rétention doit être refermée après le nettoyage. Or, les eaux de lavages des installations sont des effluents d'origine industrielle.
<b>Non-conformité :</b> Les eaux de lavages de certaines installations ne sont pas gérées comme des effluents d'origine industrielle mais rejetées au réseau de collecte des eaux pluviales.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les eaux de lavage doivent soit être traitées comme déchets, soit être traitées comme des effluents d'origine industrielle et respecter les prescriptions de l'article 4.5 (qualité des effluents rejetés) et 4.6 (surveillance des rejets) de l'arrêté du 08/04/1997 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> immédiat

**N° 2 : Nuisances sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article point 2 de l'article 2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.1 – Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. 2.2 – Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables. 2.3 – Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage seront conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995. 2.4 – L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents. 2.5 – Niveaux de bruits limites (en dB (A))

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée sont fixés dans le tableau ci-après:

Période	niveau en dB(A)
Jour : 7 h à 20 h	60
Périodes intermédiaires : 6 h à 7 h - 20 h à 22 h Dimanches et jours fériés	55
Nuit : 22 h à 6 h	50

Les sources d'émissions sonores situées hors de l'établissement (voies de circulation notamment) peuvent, à certaines périodes, engendrer un dépassement des niveaux limites fixés dans le tableau ci-dessus.

Il conviendrait alors de raisonner en termes d'émergence pour apprécier une nuisance sonore éventuelle induite par l'établissement ; les modalités des mesures sont données dans l'arrêté ministériel du 20 août 1985 visé au point 2.2 ci-dessus.

2.6 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs anti vibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

#### **Constats :**

L'inspection fait suite à la réception par la préfecture de deux plaintes concernant notamment le bruit.

L'exploitant, interrogé sur le sujet, a présenté le plan d'actions mis en place en 2024 suite à des signalements d'un voisin. Les actions menées, principalement sur le dernier trimestre de l'année 2024, n'ont pas permis de supprimer les nuisances.

Les actions ont notamment porté sur la mise en place de silencieux sur les sorties des extractions des ventilations des locaux, des réparations de ventilateurs, des remplacements de roulements, des passages de consignes auprès des transporteurs, la réfection d'une partie de la voirie permettant de limiter les secousses et par conséquent le bruit lors du transport d'emballages métalliques...

L'exploitant a identifié d'autres actions à réaliser, notamment sur le circuit vapeur.

La visite du site a permis de constater la présence de sources de bruits importants autres que celles indiquées par l'exploitant :

- installations de stockage d'azote : sifflement, de manière intermittente, vraisemblablement lors de la détente de l'azote,
- dégazage des fûts sous pression d'azote, réalisé en extérieur pour des raisons de sécurité, à raison de 5 fûts toutes les 30 min, d'environ 6 h à 17h30 du lundi au vendredi,
- sabots de blocage des roues des poids lourds : bruits de raclements métalliques lors de l'arrivée à quai d'un camion,
- ventilation du bâtiment de stockage,
- benne à déchets métalliques : le vidage de palettes de déchets métalliques, bien que ponctuel, pourrait être à l'origine de nuisances.

<p>Un silo à grains, présent sur une parcelle voisine, a été détruit en 2024. Le silo faisait peut-être écran aux bruits venant du côté ouest du site.</p> <p>La dernière mesure du niveau de bruit date de 2022. Il convient de faire réaliser de nouveau une mesure du niveau de bruit. Des points de mesures proches des habitations doivent être prévus.</p> <p><b>Non-conformité :</b></p> <p>Le fonctionnement des installations est à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques qui constituent une gêne pour la tranquillité du voisinage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complète l'identification des sources de bruit qui pourraient occasionner des nuisances auprès du voisinage et complète son plan d'actions sous 15 jours.</p> <p>L'exploitant propose un plan de localisation des points de mesure sous 15 jours, comportant des points proches des habitations situées à l'est de la voie ferrée, et fait réaliser une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sous 2 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

### N° 3 : Nuisances lumineuses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2025, article L512-7-5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances lumineuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article L. 512-7-5</p> <p>Si, après la mise en service de l'installation, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ne sont pas protégés par l'exécution des prescriptions générales applicables à l'exploitation d'une installation régie par la présente section, le préfet, peut imposer, par arrêté complémentaire, toutes prescriptions nécessaires.</p> <p>Article L. 511-1</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection fait suite à la réception par la préfecture de deux plaintes concernant notamment des nuisances lumineuses.</p> <p>L'exploitant, interrogé sur le sujet, a indiqué que, suite au signalement d'un voisin en 2024, un éclairage avait été repositionné. En effet, des travaux en façade à l'été 2024 avaient conduit à changer l'orientation d'un spot, éclairant ainsi le voisinage.</p> <p>Les éléments transmis à l'exploitant suite aux plaintes d'août 2025 permettent d'identifier deux spots d'éclairage situés sur le bâtiment de stockage comme étant vraisemblablement la principale</p>

<p>source des nuisances.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces éclairages seraient neutralisés prochainement, mais leur positionnement nécessite l'utilisation d'une nacelle. L'exploitant est en recherche de solution pour ne pas différer l'intervention jusqu'au retour, mi-septembre, de l'agent habilité pour l'utilisation de la nacelle.</p> <p>Concernant les autres éclairages à l'extérieur du site, l'exploitant a identifié des anomalies qu'il indique avoir corrigé depuis le 22/08/2025 (éclairage permanent côté garage à vélo la nuit le week-end supprimé, reprogrammation de l'éclairage extérieur pour le limiter aux horaires de travail...). L'exploitant prévoit d'optimiser l'éclairage (capteur crépusculaire, capteur de présence...).</p> <p>L'arrêté préfectoral du site ne prévoit pas à ce jour de disposition concernant les émissions lumineuses. Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à l'autorité préfectorale.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'exploitant met fin à l'éclairage permanent côté voie ferrée sous 1 mois.</li> <li>– De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes sous 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux,</li> <li>• les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure du matin.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois et 3 mois</p>

#### N° 4 : Gestion des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article point 5 de l'article 2 de l'annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.3.2.2 – Toutes précautions seront prises pour que :</p> <p>les dépôts soient tenus en état constant de propreté, les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs), [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection fait suite à la réception par la préfecture de deux plaintes concernant notamment des odeurs de fruits fermentés survenant en particulier l'été.</p> <p>La visite du site a permis d'identifier plusieurs sources d'odeurs pouvant être à l'origine des plaintes des riverains :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Une odeur de pourriture a été constatée à proximité de la benne de déchets non dangereux « déchets industriels banals ». Les déchets présents dans cette benne sont souillés par des résidus de matière fermentescible. Cette benne est évacuée en moyenne une fois par mois, ce qui est très insuffisant pour éviter les émanations odorantes.</li> </ul>

– La benne à déchets organiques est vidée en moyenne 4 fois par mois et ne semble pas avoir été nettoyée récemment. La fréquence d'enlèvement est trop faible pour éviter les émanations odorantes.

**Non-conformité :**

La gestion des déchets fermentescibles est à l'origine de gêne pour le voisinage (odeurs).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place une gestion de ces déchets fermentescibles pour que ceux-ci ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours